Crise anglophone au Cameroun : Rétablir la paix, restaurer le dialogue

La position du Service Œcuménique pour la Paix (SeP)

Juillet 2018, Yaoundé.

Sommaire

Introduction 3

I. Origines lointaines et immédiates de la crise anglophone 3

II. Manifestations de la crise anglophone 4

III. Répercussions de la crise anglophone 6

IV. Recommandations du SeP 7

Conclusion..... 7

Introduction

Par le présent document, le Service Œcuménique pour la Paix (SeP) entend définir sa position sur la crise anglophone au Cameroun. En tant qu'association chrétienne, œcuménique et inter religieuse, le SeP a pour mission de contribuer à une transformation sociale non-violente. Il vise à la création d'une société de participation fondée sur la justice, la paix et la réconciliation.

Les notions de résistances à une oppression, de récupération d'une indépendance et de territoires ressentis comme injustement perdus, ou encore de l'absence d'intérêt à « vivre ensemble » sont les motivations et les arguments pour le peuple qui tente une sécession. Alors, est-ce à dire que les tensions sécessionnistes ne peuvent se résoudre que dans le sang et la violence? Le Service Œcuménique pour la Paix estime qu'il y a toujours moyen de résoudre pacifiquement des conflits et prône la non-violence.

Dans ce travail d'analyse, nous remonterons tout d'abord aux origines lointaines et immédiates de la crise, nous ferons état de ses manifestations, par la suite nous nous attarderons sur les répercussions terribles du conflit pour enfin aboutir à des recommandations fortes en vue de faire taire les armes et renouer le pourparler.

I. Origines lointaines et immédiates de la crise anglophone

La sécession est un phénomène qui existe non seulement depuis fort longtemps mais aussi partout dans le monde à l'exemple de la Norvège qui fit sécession de la Suède le 7 juin 1905[1] et la guerre de sécession de la Province orientale du Nigéria (1967-1970)[2].Quant au Cameroun, le problème dit anglophone existe depuis les indépendances.

Après le «oui» ayant remporté la majorité au référendum du 11 février 1961, le Cameroun Anglophone accepte son rattachement au Cameroun Francophone plutôt qu'au Nigeria et c'est ainsi que naît la République Fédérale du Cameroun. Pour concrétiser cela, le président Ahidjo organise une conférence à Foumban (« conférence constitutionnelle ») du 17 au 21 juillet 1961 ayant pour but la négociation des termes de la réunification. Mais lors de cette table ronde, les Anglophones estiment avoir été dupés, car le président avait déjà en sa possession une constitution toute rédigé qu'il imposa[3].

---

[1] Cas récents de sécession, 2004 (www.wikiquebec.org)
[2] Bat Jean-Pierre. (2005). *L'Afrique de l'Ouest et ses guerres civiles.* Africa 4- Liberation.fr
[3] International Crisis Group. (2017). *Cameroun: la crise anglophone à la croisée des chemins.* Rapport Afrique N° 250, p. 3 (https://www.crisisgroup.org)

En 1972, le président Ahidjo supprime par voie de référendum les deux Etats fédérés pour faire place à un seul Etat qu'est la République unie du Cameroun. L'actuel président Paul Biya vint à son tour diviser la région anglophone en deux: le Nord-Ouest et le Sud-Ouest le 22août 1983. Il abandonne le terme « unie » à la République du Cameroun, et supprime la seconde étoile sur le drapeau qui représentait la partie anglophone un an plus tard[4].

Tous ces changements ont étés fait sans le consentement des anglophones. Le problème anglophone plonge ses racines dans une réunification mal conduite, en violation des Accords de la Conférence Foumban notamment celle de la forme de l'Etat et du non-respect du bilinguisme dans le secteur public, bien que la constitution fasse du français et de l'anglais deux langues officielles d'égale valeur[5]. C'est à partir de cette époque que surgit un sentiment de marginalisation chez certains habitants anglophones du pays.

Les éléments déclencheurs récents de la crise ont commencés il y a près de deux ans en octobre 2016 lorsque respectivement les avocats et enseignants des deux régions anglophones, organisent des grèves pour exiger la restauration du système de la *Common Law* dans leurs régions et pour que leur système scolaire soit respecté. La police et l'armée réagissent par la force et ouvrent le feu.

A cela s'ajoute une marche pacifique organisée le 28 novembre par des étudiants de l'Université de Buea au Sud-Ouest sur le campus pour réclamer le versement de la prime d'excellence du chef de l'Etat, dédiée aux étudiants. La rectrice de l'université réagit en faisant entrer la police qui répondent encore par la violence aggravée[6].Ces différentes tensions se sont intensifiées due à leurs mauvaises gestions par le gouvernement et les forces de l'ordre; à dégénérée en conflit sociopolitique et a été récupérée par les mouvements sécessionnistes.

II. Manifestations de la crise anglophone

Cette crise anglophone est parfaitement visible dans notre pays le Cameroun. Il se manifeste par de violents affrontements. Le 8 décembre 2016, des jeunes surexcités ont empêchés la tenue d'un meeting du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) à Bamenda. De ce fait, on y enregistrera des dégâts matériels importants, des blessés ainsi que des morts[7].

---

[4] International Crisis Group. (2017). *Cameroun : La crise anglophone à la croisée des chemins*. Rapport Afrique N° 250, p. 6(https://www.crisisgroup.org)

[5] Voir site d'information : https:www.237online.com/article 53644

[6] International Crisis Group. (2017). *Cameroun : La crise anglophone à la croisée des chemins.* Rapport Afrique N° 250, p. 9-10 (https://www.crisisgroup.org)

[7] Born free, N° 39, décembre 2016 – Février 2017, p. 10

Les négociations d'un comité « ad hoc » mis sur pied par le Chef de l'Etat avec les Organisations de la Société Civile (le Consortium et le Southern Cameroons National Council) échouent, dans le contexte des exactions commises par la police du 13 au 14 janvier 2017 à Bamenda et démarrent deux jours d'opération « villes mortes » dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest; l'arrestation des leaders anglophone qui forment le Consortium; deux années scolaires (2016-2018) gâchées par le boycott des écoles, la coupure d'Internet pendant 92 jours par le gouvernement dans les deux régions[8].

La création des mouvements de rébellion notamment celle des « Red Dragons, Tigers, Ambazonian Defence Force (ADF) » tous destinés à combattre l'armée camerounaise[9]; des kidnappings avec demande de rançon non plus uniquement lieu dans les zones anglophones mais aussi dans le département de la Menoua, notamment à Fongo-Tongo dans la région de l'Ouest du Cameroun[10].

III. Répercussions de la crise anglophone

Cette crise à des répercussions à trois dimensions: au niveau politique, économique et social[11].

- **Niveau politique :** La crise anglophone révèle les failles du gouvernement à savoir: une décentralisation pas complètement implémentée. Cette crise actuelle pourrait également avoir un retentissement sur les élections d'octobre 2018, car si ce climat actuel se prolonge, l'organisation des élections pacifique semble vouée à l'échec dans cette partie du territoire.

- **Niveau économique :** Les trois mois de coupure d'internet dans la zone anglophone ont paralysé plusieurs secteurs locaux, notamment ceux de la banque et la micro finance ; des hydrocarbures et de la foresterie. Ce qui a eu également des répercussions sur certains commerces et industries même de la partie francophone sans oublier les dégâts matériels causés par les affrontements.

- **Niveau sociale :** Nous pouvons constater un accroissement de la délinquance juvénile, la mésentente entre les camerounais, la déscolarisation de certains enfants dû aux différents affrontements, les déplacements des masses pour aller se réfugier dans les villes et villages voisins voir même au Nigeria, de nombreuses pertes en vie humaines, les destructions des biens, des édifices nationaux et la profanation des emblèmes de la Nation.

---

[8] International Crisis Group. (2018). *La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue.* Briefing Afrique N° 138, p. 10

[9] Voir les différents noms des groupes sur : https://www.youtube.com/watch?v=uExEYmMg19w

[10] Journal officiel du Cameroun

[11] International Crisis Group. (2017). *Cameroun: La crise anglophone à la croisée des chemins.* Rapport Afrique N° 250, p. 19(https://www.crisisgroup.org)

Face à cette situation, le gouvernement a pris des mesures tels que : le rétablissement d'Internet dans les zones anglophones; le remaniement ministériel et la réorganisation de la haute administration; la création et la restructuration de la Commission Nationale pour le Bilinguisme et le Multiculturalisme, la création d'une section *Common Law* à la Cours Suprême et à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature(ENAM); le recrutement des magistrats anglophones et de 1000 enseignants bilingues et une grande campagne de collecte de fonds pour l'aménagement et la réhabilitation des populations affectées. Nous constatons que ces efforts s'avèrent insuffisants face à la crise anglophone[12].

IV. Recommandations du SeP

Pour endiguer voire faire taire ce conflit qui mine notre société, le gouvernement devrait:

1. Entreprendre des dialogues inclusifs avec les habitants de la zone anglophone et vice versa, voir ouvrir un débat sur le fédéralisme ;
2. Accentuer son programme de décentralisation qui confère aux régions plus d'autonomie ;
3. Instaurer un cesser le feu dans les deux camps ;
4. Promouvoir des messages de paix, de non-violence et du vivre ensemble pour tous les camerounais en général ;
5. Mettre en œuvre un plan de rapatriement, de protection des réfugiés, de reconstruction des édifices, des domiciles détruits et impérativement un suivi psychologique des personnes affectées par la crise ;
6. Mettre sur pied une Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), qui est une commission non juridique mise en place dans le cadre de la justice transitionnelle après des périodes de troubles politiques, guerres civiles, de dictature et de répression politique ou d'un génocide. Elle a pour objectif d'aider les sociétés traumatisées par la violence à faire face à leur passé de façon critique afin de sortir de leurs crises profondes et d'éviter que de tels faits se reproduisent dans un proche avenir incluant tous les acteurs. Cette commission a été mise en place dans trente pays, notamment en Afrique du Sud, et plus récemment en Tunisie et au Canada[13] ;
7. Le Chef de l'Etat pourrait accorder une amnistie générale aux personnes emprisonnées du fait de la crise.

---

[12] International Crisis Group. (2017). *Cameroun : La crise anglophone à la croisée des chemins.* Rapport Afrique N° 250, synthèse. (https://www.crisisgroup.org)

[13] Voir site d'information :
https://fr.wikipedia.org/wiki/Commission_de_v%C3%A9rit%C3%A9_et_de_r%C3%A9conciliation

Conclusion

La crise anglophone au Cameroun constitue un risque majeur pour la stabilité nationale et le vivre ensemble, elle se traduit par 26.000 réfugiés au Nigeria;16.000 au Cameroun; 95% de ces citoyens qui n'ont à manger que pour trois jours et plusieurs centaines de jeunes et d'enfants dont l'éducation est remise en question[14].

Le Service Œcuménique pour la Paix soutient fortement l'option du dialogue incluant l'ensemble des parties prenantes et la mise sur pied d'une Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) afin de préserver l'avenir. Selon une pensée du père fondateur du SeP : «*Nous ne pouvons prétendre construire une société de paix en même temps que nous cultivons la violence chez nos enfants* »[15].

[14] Voir site institutionnel : https://www.caritas.org/2018/05/la-crise-au-cameroun/?lang=fr

[15] Service Œcuménique pour la Paix. (2006). *Prendre le chemin de la concertation et du dialogue.* Rapport annuel 2005, p. 2